

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
subdivision ICPE

Nîmes, le 25/01/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SA PAREFEUILLE-PROVENCE**

Route de Theziers  
30210 FOURNES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement SA PAREFEUILLE-PROVENCE implanté Route de Theziers 30210 FOURNES. L'inspection a été annoncée le 02/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA PAREFEUILLE-PROVENCE
- Route de Theziers 30210 FOURNES
- Code AIOT dans GUN : 0006600541
- Régime : Autorisation

Cette entreprise qui fabrique du carrelage de sol est régulièrement autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral n° 09-046N du 27 mai 2009 ainsi que par l'arrêté complémentaire n°14-109N du 22 juillet 2014 relatif aux garanties financières. Cet établissement est actuellement identifié à enjeu en raison de son classement sous la rubrique 3350 rentrant dans le champs d'application de la Directive IED relative aux Emissions Industrielles.

De plus, un courrier préfectoral du 27 août 2014 entérine le remplacement des deux fours initiaux de puissance 5,35 MW et 5,885 MW par un seul four de puissance 6,72 MW.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite du 23 juillet 2020;
- statuer sur le déclassement du site avec la rubrique 3350 en lien avec le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant le 26 octobre 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
VLE eaux pluviales	AP Complémentaire du 27/05/2009, article 3.71	/	
Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	
Prévention envols de poussières	AP Complémentaire du 27/05/2009, article 4.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 1.4	/	
VLE Air	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.5.1 et 4.5.2	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 3 faits susceptibles de suites ont été relevés.

Ces trois faits susceptibles de suite concernent le rejet des eaux pluviales, la réglementation sur les équipements sous pression et la prévention des envols de poussières comme précisé dans les fiches de constat.

Ces faits constatés peuvent être mis en conformité rapidement et ne présentent à l'heure actuelle pas un risque important ou imminent pour les intérêts de l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Enfin, à la suite de l'évolution de la nomenclature des ICPE, le site ne relève plus de la directive européenne relative aux émissions industrielles dite IED. A ce titre, une mise à jour des rubriques de classement et de certaines prescriptions est préparée sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats



**Nom du point de contrôle : classement ICPE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 1.4

**Prescription contrôlée :**

Nomenclature ICPE rubrique 3350.

En septembre 2021 le ministère indiquait aux Dreal que la rédaction de la première version de la rubrique 3350 collait parfaitement au point 3.5 de l'annexe 1 de la directive IED. Le décret de 2014 est venu remplacer le "et/ou" en "et".

*"rubrique 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et dans un four avec une capacité supérieure à 4 mètres cubes et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/ m<sup>3</sup> par four"*

Cette modification a pour conséquence de sortir du champ d'application IED certains sites qui avaient été repérés et classés 3350. En effet, pour être classé il faut maintenant satisfaire aux 3 conditions (capacité de production, volume du four et densités d'enfournement) alors que dans la version précédente seul un ou deux critères permettaient de classer le site.

Par mail en date du 20 septembre, il a été demandé à l'exploitant de réexaminer son classement dans cette rubrique reprise dans son AP.

**Constats :** Par mail du 26 octobre 2021, l'exploitant a transmis un dossier établi par l'Apave justifiant son déclassement IED selon la rubrique 3350.

Le critère "capacité du four" est satisfait puisque la capacité de production du four unique est de 220 tonnes par jour et donc supérieure au seuil de 75 tonnes /j identifié dans la rubrique.

Le critère "densité d'enfournement du four" est de 2100 kg/m<sup>3</sup> est satisfait puisque supérieur au seuil de 300 kg/m<sup>3</sup>.

Le critère "capacité supérieure du four" n'est pas satisfait puisqu'il est calculé à 3, 22 m<sup>3</sup> pour un seuil minimum de 4 m<sup>3</sup>.

--> L'inspection confirme ainsi le déclassement IED de l'entreprise en raison de la capacité du four inférieure à 4m<sup>3</sup>. Comme les trois critères de la rubrique 3350 ne sont plus satisfaits, l'établissement n'est plus classable sous cette rubrique.

Par ailleurs, l'inspection du 23 juillet 2020 avait relevé que les installations de combustion (four, atomiseur et 2 séchoirs) qui figuraient dans l'AP précédent du 6 août 2001 n'avaient pas été reprises dans l'AP actuel du 27 mai 2009.

Une actualisation des rubriques de classement va donc être proposée sous la forme d'un arrêté préfectoral. Bien que l'entreprise n'est plus soumise à la directive IED, elle reste néanmoins soumise à l'obligation de garanties financières au titre de la rubrique 2523. Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire N° 14-109N du 22 juillet 2014 relatif aux garanties financières restent applicables. Pour rappel, le dernier montant calculé en octobre 2018 de 96 794 € étant inférieur à 100 k€, la société Parefeuille Provence n'est actuellement pas dans l'obligation de constituer ces garanties financières. Ceci lui a été confirmé par courrier de la DREAL en date du 24 octobre 2018.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** VLE eaux pluviales

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/05/2009, article 3.71

**Prescription contrôlée :**

article 3.7 AP n° 09.046N du 27 mai 2009\_ valeurs limites d'émissions (VLE) des eaux pluviales

Lors de l'inspection du 23/07/2020, il a été demandé à l'exploitant, comme le prévoit l'article 9.2.2 de l'AP, de procéder à un contrôle de ses rejets de façon à vérifier le respect des VLE fixées à l'article 3.71 de son AP.

**Constats :** Lors de cette inspection l'exploitant a fourni les résultats d'un prélèvement effectué le 16 avril 2021.

Ces mesures montrent un dépassement sur le paramètre MES ( 120 mg/l pour une VLE de 35 mg/l) et AOX ( 24µg/l pour une VLE indiquée dans l'AP comme paramètre interdit).

- L' article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié indique que les composés organiques halogénés (en AOX ) sont limités à 1 mg/l si le flux journalier dépasse 30g/j. Concernant le paramètre AOX , le rejet est donc conforme aux valeurs reprises dans l'AM du 02/02/1998.

- Pour les MES, la VLE de 35 mg/l de ses eaux de ruissellement après débouillage deshuilage n'était pas respectée le 16 avril 2021. L'exploitant a indiqué qu'il avait fait faire cette analyse avant le pompage et nettoyage de son débouilleur deshuilleur.

--> L'inspection demande à l'exploitant de fournir de nouveaux résultats de mesure sur ce paramètre et d'adapter la périodicité de vidange de son matériel de traitement pour que la valeur de 35 mg/l soit respectée en permanence.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites



Nom du point de contrôle : VLE Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.5.1 et 4.5.2

**Prescription contrôlée :**

Lors de la précédente inspection, les rapports de mesure des rejets dans l'air de septembre et décembre 2019 montraient, en particulier, un dépassement de la teneur en poussières à 43 et 46 mg/Nm3 sur gaz sec à 18 % d'O2 pour une VLE à 35 mg/Nm3 du rejet de l'atomiseur (conduit 12) dont le débit est le plus élevé des conduits. Ces dépassements ne dépassent toutefois pas le double de la valeur réglementaire et ne peuvent donc pas être identifiées comme non conformes. Cet atomiseur est équipé d'un simple abattage à l'eau alors que le pressage et le four sont équipés de filtres à manches.

L'inspection demande les résultats d'une nouvelle campagne de mesure pour l'année 2020 comme le prévoit l'article 4.6.1 de l'AP. Si les résultats n'étaient pas satisfaisants sur le paramètre poussières de l'atomiseur, l'exploitant devra proposer lors de la transmission des résultats une solution pour traiter efficacement les poussières.

De plus bien que ce ne soit pas mentionné dans l'AP l'inspection souhaite être destinataire, chaque année, des résultats de mesure des rejets atmosphériques.

Dans sa réponse à l'inspection, l'exploitant avait fourni les résultats d'une campagne de mesure réalisée en septembre 2020 en indiquant qu'un projet de filtre à manche sur l'atomiseur était à l'étude.

**Constats :** Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la colonne de lavage de l'atomiseur a été remplacée par un filtre à manches à l'été 2021 pour un montant de 300K€. Pour améliorer la protection des travailleurs ( la silice a changé de catégorie au 01/01/2021) des aspirations ont été réalisées à chaque "jetée de trémie" et des filtres ont été installés au niveau de la préparation du mélange.

Les résultats des mesures réalisées en octobre et décembre 2021 montrent que les VLE en poussières de l'atomiseur sont respectées ( mesure de 0,264 mg/Nm3 en poussières sur gaz sec pour une VLE de 35 mg/Nm3). Le débit de rejet est légèrement supérieur, mais le flux fixé à l'article 4.5.2 de l'AP est respecté.

Le débit de rejet "pressage carreaux" est également supérieur mais le flux en poussières est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 – Liste des ESP III – L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression présents sur le site. Toutefois, n'y figurent pas le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification.  → Cette liste dûment remplie est à transmettre à l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Prévention envol poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/05/2009, article 4.1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite. Ces émissions devront donc être limitées par une captation efficace aux sources et un traitement spécifique avant rejet.  L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières. ....."
<b>Constats :</b> A l'arrière du bâtiment de production, au niveau du filtre de l'atomiseur, la poussière contenue dans deux bacs non pourvus de jupe ou de couvercle était dispersée par le vent, très fort ce jour là.  --> L'exploitant doit mettre en place un moyen efficace pour que la poussière récupérée ne soit pas disséminée par le vent.  Dans les ateliers et autour des ateliers, l'état de nettoyage n'était pas satisfaisant pour éviter l'envol de poussières.  --> L'exploitant doit mettre en place des dispositifs et des nettoyages périodiques selon les dispositions de l'article 4.1 de son arrêté préfectoral pour limiter les envols de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites





**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

Nîmes, le

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Subdivision ICPE  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 22-xxx-DREAL**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-046-N du 27 mai 2009  
autorisant l'augmentation des capacités de production et réglementant le  
fonctionnement de l'usine de fabrication de carrelages  
de la société PAREFEUILLE PROVENCE à FOURNES

La préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU** l'arrêté préfectoral n°01157 du 6 août 2001 autorisant la société PAREFEUILLE PROVENCE à exploiter des installations de fabrication de carrelage sur la commune de FOURNES ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09-046-N du 27 mai 2009 autorisant l'augmentation des capacités de production et réglementant le fonctionnement de l'usine de fabrication de carrelages de la société PAREFEUILLE PROVENCE à FOURNES ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°14-109N- du 22 juillet 2014 complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-046-N du 27 mai 2009 relatif aux garanties financières ;
- VU** le dossier de porter à connaissance de la société PAREFEUILLE PROVENCE à FOURNES transmis par mail du 26 octobre 2021 sollicitant le déclassement du site avec la rubrique 3350 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 janvier 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le xx janvier 2022 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;



**VU** le courrier de l'exploitant en date du xxxxxx 2022 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la société PAREFEUILLE PROVENCE est actuellement autorisée à exploiter sur le territoire de la commune Fournès une usine de fabrication de carrelages au titre de la législation sur les installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance ;

**CONSIDÉRANT** que suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment le décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant le libellé de la rubrique 3350 il apparaît que la société PAREFEUILLE PROVENCE ne relève désormais plus de cette rubrique;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient également de réintroduire dans le tableau de classement les installations de combustion qui figuraient dans l'arrêté préfectoral du 6 août 2001 susvisé régissant les activités de l'entreprise au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et qui n'avaient pas été reprises dans l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009, sans que ces installations aient cessé leurs activités ;

**CONSIDÉRANT** que la société PAREFEUILLE PROVENCE ne relève plus de la Directive sur les Emissions Industrielles en raison de son déclassement au titre de la rubrique 3350;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser certains articles de l'arrêté préfectoral n° n°09-046-N du 27 mai 2009 pour tenir compte de ce nouveau classement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1<sup>er</sup> – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société PAREFEUILLE PROVENCE dont le siège social est situé sur le site d'exploitation route de Thézières 30210 FOURNES, désignée ci-après l'exploitant, respecte les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de son usine de fabrication de carrelages de Fournès

### **Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n° 09-046-N du 27 mai 2009 est remplacé par le tableau ci-dessous.

rubrique ICPE	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime
2523	Céramiques et réfractaires (fabrication de produits), la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Capacité de production : 220 t/j (72 600 t/an) Capacité du four < 4 m <sup>3</sup>	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels  La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW,	- 8 broyeurs de préparation des émaux : 81,5 kW au total - 1 tambour de mélange de produits minéraux : 1100 kW - 3 unités de mélange de la barbotine : 45kW Puissance totale installée : 1226,5 kW.	E
2570-1-a	Email 1. Fabrication, la quantité susceptible d'être fabriquée étant supérieure à 500 kg/j	Emaillage: Quantité susceptible d'être fabriquée : 9 t/jour.	A
2910-1-2	Installations de combustion lorsque sont consommés seuls ou en mélange du gaz naturel, du fuel, etc lorsque la puissance thermique nominale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1MW mais inférieure à 20 MW	- 1 four de 6,72 MW - 1 atomiseur de 8,141 MW - 2 séchoirs de 1,181 MW puissance totale de 17,22 MW	DC
4802-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) no 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) no 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Climatisations individuelles des bureaux  Equipements de capacité inférieure à 2 kg de fluide	NC
4734-2-c	Produits pétroliers La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations pour les stockages aériens: c) supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total → déclaration avec contrôle	1 cuve aérienne de fuel domestique de 10 m <sup>3</sup> , soit 8,5 t (densité : 0,85)	NC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1 poste de distribution de fuel domestique  Volume annuel distribué : 60 m <sup>3</sup>	NC



rubrique ICPE	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime
1532-2-b	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20000 m <sup>3</sup> .	Le volume maximal de stockage est de 144 m <sup>3</sup> (deux aires de stockage distinctes)	NC
2925-1	Accumulateurs (Ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Points de charges d'accumulateurs de puissance totale inférieure à 50 kW	NC

A : autorisation ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique

### Article 3 – Non soumission à la Directive IED

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral n° 09-046-N du 27 mai 2009 est abrogé.

### Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

## **Article 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire de Fournès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PAREFEUILLE PROVENCE.

La préfète